

Faire le lien entre les alternatives économiques féministes et la justice climatique

Enjeux et revendications pour les militant·e·s
féministes et climatiques à la COP30





Que sont les alternatives économiques féministes ?

Les alternatives économiques féministes comprennent un large éventail d'initiatives qui

1

accordent la priorité aux soins et au bien-être collectif des personnes et de la planète plutôt qu'au profit

2

remettent en question les systèmes extractifs, patriarcaux, coloniaux, hétéronormatifs et suprémacistes blancs qui alimentent la crise climatique

3

s'appuient sur les besoins des communautés les plus touchées par la crise climatique et y répondent

4

construisent et tissent des réseaux fondés sur la dignité, l'interdépendance avec la nature et la solidarité entre les mouvements

Elles offrent des pistes concrètes vers une transition équitable en alignant les objectifs de l'Accord de Paris sur l'équité, la justice et la redistribution





Pourquoi les alternatives économiques féministes sont-elles importantes au sein de la COP ?

196 défenseur-es ont été assassiné-es 🌐

en 2023 pour avoir protesté contre la déforestation, la pollution et l'accaparement des terres par les industries extractives. 43 % des personnes tuées étaient issues de peuples indigènes et 12 % étaient des femmes. Les communautés en paient le prix.

\$2.7T les dépenses militaires mondiales 🌐

en 2024, mais les États de la minorité mondiale n'ont promis que 300 milliards de dollars pour lutter contre la crise climatique.

1,773 lobbyistes du secteur des énergies fossiles

étaient présents lors de la **COP29** 🌐, soit plus que les 10 pays les plus vulnérables face au changement climatique. Les processus de la COP ont été pris en otage par les mêmes entreprises qui sont à l'origine de la crise climatique.

Les fausses solutions dominant



Les marchés du carbone sapent l'Accord de Paris en permettant aux entreprises privées **d'émettre entre 1,5 et 2,5 gigatonnes de gaz à effet de serre** 🌐 par an d'ici 2050.



Les alternatives économiques féministes restaurent les écosystèmes et devraient être au cœur du **programme du travail sur la transition juste** 🌐



Aperçu des alternatives économiques féministes

Des coopératives agricoles rurales dirigées par des femmes aux économies solidaires, voici des alternatives concrètes qui existent dans les secteurs clés décrits dans le *plan d'action de la COP30* 🌐

Agriculture

Fausse solution

Les industries agroalimentaires sont à l'origine de la déforestation, responsable de **12 à 20 % des émissions mondiales de gaz à effet de serres** 🌐.

Alternatives féministe

Nous Sommes la Solution (NSS) 🌐 rassemble plus de 500 associations de femmes rurales dans 7 pays d'Afrique de l'Ouest. Elles utilisent *l'agroécologie* 🌐, la souveraineté des semences et l'agriculture durable, touchant ainsi **des dizaines de milliers de petit-es agriculteurs et agricultrices** 🌐. L'agroécologie **peut réduire l'incidence des glissements de terrain** 🌐 de 48 %.

Systèmes alimentaires

Fausse solution

Quatre sociétés agroalimentaires 🌐 contrôlent plus de 75 % du commerce mondial des céréales, ce qui porte atteinte à la souveraineté alimentaire.

Alternatives féministe

Au Brésil, les agricultrices et les communautés *quilombola* 🌐 organisent des marchés solidaires qui soutiennent des centaines de familles grâce à la vente directe, garantissant ainsi à la fois des revenus et la sécurité alimentaire. Pendant la **pandémie de COVID-19** 🌐, la *Coopérative agricole Quilombola* 🌐 a distribué 330 tonnes de nourriture à environ 45 000 personnes en situation de crise.

Énergie

Fausse solution

La production de minéraux tels que le lithium pourrait augmenter **de près de 500 % d'ici 2050** 🌐 afin de répondre à la demande croissante en technologies liées aux énergies renouvelables, ce qui entraînerait un accaparement des terres et des déplacements de population.

Alternatives féministe

Shine Collab 🌐 soutient les systèmes d'énergie renouvelable dirigés par des femmes et axés sur la communauté, adaptés aux besoins des territoires qui abritent les minéraux. À Bikita, au Zimbabwe, les femmes résistent au déplacement causé par l'exploitation minière du lithium et s'opposent à la dépossession en affirmant leur rôle dans les décisions relatives à l'utilisation et à la distribution de l'énergie pour approvisionner des milliers de foyers.



Forêts, océans, biodiversité

Fausse solution

La création de zones protégées et de zones de conservation par l'État prive violemment les peuples indigènes de leurs terres. En 2018, on **estimait que 8 à 136 millions** 🌐 de personnes avaient été déplacées dans des zones protégées.

Alternatives féministe

Les communautés indigènes sont les mieux à même de préserver leurs terres et de protéger la biodiversité. La déforestation sur les terres indigènes est de **17 à 26 % inférieure à celle observée sur les terres non protégées** 🌐. Au Pérou, les femmes indigènes protègent environ 1 million d'hectares de forêt amazonienne grâce à des **initiatives communautaires de surveillance forestière** 🌐.

Villes et infrastructures

Fausse solution

Plus d'un **milliard de personnes** 🌐 à travers le monde vivent dans des logements informels dans les villes, sans accès aux services de base tels que l'eau et l'assainissement. Pourtant, **seuls 3,5 % des financements mondiaux consacrés au climat** 🌐 sont destinés à répondre aux besoins des populations urbaines en situation de pauvreté.

Alternatives féministe

Le **Movimento dos Sem-Teto do Centro, MSTC** 🌐 (Mouvement des travailleur·ses sans-abri), composé de plus de 2 000 membres, transforme des espaces abandonnés en logements pour les travailleur·ses à faibles revenus, les enfants, les femmes, les adultes, les personnes âgées, les migrant·es et les réfugié·es à São Paulo, au Brésil. L'**Ocupação 9 de Julho** 🌐 (Occupation du 9 juillet), un projet du MSTC, fournit de la nourriture et un abri à **plus de 122 familles** 🌐 dans le centre-ville.

Développement humain et social

Fausse solution

En 2024, les 50 pays les plus vulnérables au changement climatique ont **consacré 15,5 % de leurs recettes publiques** 🌐 au service de leur dette extérieure. Cela limite les dépenses publiques consacrées à l'adaptation au changement climatique et aux services publics essentiels pour les femmes et les filles.

Alternatives féministe

Dans l'État de Telangana, en Inde, la **Deccan Development Society** 🌐 travaille avec des associations de femmes dans 75 villages qui régénèrent des centaines d'hectares de terres et mettent en place des systèmes alternatifs de distribution alimentaire, notamment des banques de céréales et de semences, afin de redonner vie à leurs communautés et de garantir leur souveraineté alimentaire. Elles gèrent également des crèches et des écoles spécialisées qui accueillent près de 900 enfants dans leurs communautés, en mettant l'accent sur l'éducation des filles.



Principales revendications

Nos recommandations s'appuient sur les contributions féministes de mouvements du monde entier, notamment la **Feuille de route de Rabat** 🌐, le **Réseau-DESC** 🌐 et le **Groupe des femmes et du genre** 🌐, qui exigent des solutions climatiques fondées sur la justice économique, sociale, environnementale et de genre

1

Reconnaître les alternatives économiques féministes comme des solutions climatiques et les financer

Orienter le financement climat vers des solutions locales, sensibles au genre et provenant des populations indigènes, et veiller à ce que tous les fonds soient des subventions et

Intégrer l'agroécologie, les économies solidaires et l'énergie communautaire dans les cadres d'adaptation, les politiques alimentaires et les feuilles de route pour une transition juste.

2

Se désengager des fausses solutions

Supprimer progressivement les marchés du carbone et les compensations carbone, et investir dans l'agroécologie, les économies solidaires et les transitions menées par les féministes.

3

Mettre fin à l'emprise des grandes entreprises sur la COP

Interdire aux acteurs privés, notamment aux entreprises du secteur des énergies fossiles et aux lobbyistes, d'accéder aux espaces de la CCNUCC et mettre fin au parrainage des entreprises lors de la COP.

Les États et les organes des Nations Unies doivent établir des règles claires et contraignantes en matière de conflits d'intérêts afin de protéger les processus décisionnels contre l'influence des entreprises.



4

Restructurer l'architecture financière mondiale pour un financement efficace en matière de lutte contre le changement climatique

Les institutions financières internationales sont complices de la crise de la dette et doivent être tenues responsables.

Les institutions financières internationales sont complices de la crise de la dette et doivent être tenues responsables.

5

Se désinvestir du militarisme

Les États doivent renoncer aux dépenses militaires et orienter les fonds vers les services publics et les systèmes de soins destinés aux communautés les plus touchées par la crise climatique.

6

Augmenter les financements publics consacrés au climat grâce à une fiscalité progressive, notamment en taxant les grands pollueurs, et à l'annulation inconditionnelle de la dette.



**Des alternatives féministes,
pas de fausses solutions
à la COP30**